

Le lundi au soleil

Il faisait chaud. Il faisait torride. Et puis le président du cdH Benoît Lutgen a fait voler en éclats les coalitions qu'il conduisait avec les socialistes. C'était lundi dernier.

RÉCIT

MARTIN BUXANT

Il est midi. Peut-être passé de cinq minutes. Dans cette grande salle du boulevard de l'Empereur, le quartier général du Parti socialiste, des chaises ont dû être amenées, tant les camarades ont afflué nombreux des quatre coins de Wallonie et de Bruxelles. Pensez donc: sur la table, l'épineuse question des mandats et du décomul, chacun a son mot à dire, et ça s'exprime et ça s'exprime. Et ça râle. Paul Magnette, qui a ouvertement pris position pour un décomul inté-

gral des mandats, en prend pour son grade. Les députés bourgmestres, Emir Kir ou encore Laurent Devin, entre autres, montent au créneau, pour dire tout le mal qu'ils pensent du décomul intégral.

Il est donc midi. Et, sur l'écran du portable du président Elio Di Rupo, s'affiche le numéro du président du cdH. Di Rupo quitte la pièce. Cinq minutes. Il revient. Et il annonce aux 120 responsables socialistes: «Je viens d'avoir Benoît Lutgen au téléphone. Il débranche la prise des gouvernements, le cdH quitte les majorités.»

Consternation, agitation. Secousses. Le député fédéral Ahmed Laaouej est le premier à s'écrier:

«Il faut soutenir le président Di Rupo, c'est tout à fait inadmissible ce que fait le cdH.»

«Humainement, ça va être compliqué»

Mais le train orange est parti et, à la gare des Deux Églises, QG du cdH, le grand soir est arrivé. Le soir du «descothage», que certains attendent depuis des lustres, que d'autres redoutent. Lutgen a mûri sa décision assez seul et depuis quelque temps. Il en parle à l'un ou l'autre, comme le secrétaire général du parti Eric Poncin, un de ses amis les plus fidèles. Maxime Prévot, le ministre wallon, n'est pas au courant de la grande

manœuvre présidentielle; Joëlle Milquet, l'ancienne présidente du cdH, non plus.

C'est lorsqu'ils arrivent, ce lundi matin, en avance pour le bureau de parti, que Lutgen leur fait part de son intention. «Il faut arrêter de réécrire le match, nous n'étions pas au courant», assure l'un de ces deux-là. «On savait que Benoît vivait très mal les scandales successifs liés au Parti socialiste, ça ouï», dit l'autre. Maxime Prévot a tout de même l'occasion de mettre Lutgen en garde: «Humainement, ça va quand même être très compliqué à gérer», soupire-t-il. Comme

à son habitude, Benoît cloisonne ce qu'il dit aux uns, ce qu'il dit aux autres. Le culte du secret poussé à son paroxysme. «Il ne fait confiance à personne, même pas à son chien; et encore, après lui avoir parlé, il fait jurer à son chien de ne rien répéter», soupire un cdH.

Plusieurs barons estiment que le coup de poker est trop osé, mais – pour la façade – tout le monde fait bloc derrière Lutgen. Le Bastognard craint, aussi, en s'épanchant trop loin, que le coup qu'il fomenté arrive jusqu'aux oreilles du PS prématurément.

Au Stratego, Lutgen aurait joué avec l'espion.

Conforté par l'appui de son bureau politique, Lutgen remonte

dans son petit bureau, au troisième étage rue des Deux Églises. Il fait chaud, il fait lourd. La machine à café du rez-de-chaussée a des ratés. Dans son bureau, les stores du bureau sont baissés, donnant à l'endroit une étrange sensation de confinement et une teinte grisée bleuâtre à la figure présidentielle.

Et il appelle Elio Di Rupo (lire plus haut).

«Impossible de réformer avec les socialistes»

Et il appelle Olivier Chastel. L'affaire est connue, le Carolo est en pleine course chez Ikea, à Mons, où il a promis d'acheter de nouveaux meubles pour la chambre de ses jumeaux.

Il fait chaud et on le voit transpirer entre ses caddies. Et voilà Chastel qui reçoit le coup de fil orange. Dare-dare, il avertit Charles Michel et Didier Reynders, les deux autres manitous libéraux. Et ça tombe des nues, mais ça calcule (vite). Et bien. «On va tenir un profil bas, mais ce qui se passe justifie de A à Z ce qu'on dit et ce qu'on fait depuis deux ans», se réjouit Charles Michel, quand il parle à Chastel. «Depuis le début, on a dit qu'il était impossible de réformer avec les socialistes.» Didier Reynders abonde dans le même sens. Un dernier coup de fil: c'est Di Rupo qui appelle Chastel. Les deux Hennuyers se connaissent bien, s'apprécient et se respectent. Le socialiste est dépité, Chastel est (presque) attendri.

Dans son bureau mansardé à Ixelles, la coprésidente d'Ecolo a allumé la télévision. Il est 13h, ce lundi, et, avec curiosité, elle attend la déclaration publique que Benoît Lutgen doit faire, un quart d'heure plus tard. Voilà son téléphone qui sonne. C'est le téléphoniste Lutgen qui lui indique qu'il fait sauter les gouvernements régionaux. Il évoque la Wallonie et la Fédération, mais pas un mot sur Bruxelles. «Quand, 30 mi-

minutes plus tard, j'ai entendu qu'il mettait aussi le gouvernement bruxellois par terre, j'ai pensé que son improvisation était encore plus terrible que prévu», dira Zakia Khattabi, cet après-midi-là, à un de ses collaborateurs.

Et là, vous dites: pause.

Car il y a un acteur que vous n'avez pas encore vu dans la pièce. Le genre d'acteur qui apparaît sur le tard, mais qui, ensuite, ne quitte plus la scène durant tout le spectacle.

Certes le téléphone d'Olivier Maingain, le président de DéFI, a bien sonné une fois le week-end dernier, avec «Benoît Lutgen» indiqué sur l'écran, mais Maingain n'a pas décroché. Appel en absence, donc.

Maingain est au Canada, à Montréal pour être précis, où il assiste au congrès des maires francophones. Il rappellera Lutgen en rentrant à Bruxelles, «la semaine prochaine, se dit-il, cela ne vient pas à un ou deux jours».

Maingain réveillé par son épouse

Et voilà donc Maingain, alors qu'il dort du sommeil du juste, sur le coup des 6 heures (heure canadienne), réveillé par son épouse. Elle vient de consulter le site internet du blogueur Michel Henrion, qui annonce que Lutgen débranche la prise des gouvernements. Nom d'un caribou! Les époux Maingain n'en croient ni leurs yeux ni leurs oreilles. Voilà Maingain qui file vers l'aéroport, reprendre illico un vol vers Bruxelles. Et qui voilà? Rudi Vervoort, parti! Le ministre-président bruxellois, lui aussi en visite au Québec, regagne ses pénates en vitesse. Vervoort, qui ne s'étonne plus de grand-chose, est quand même solidement dégoûté par «le couteau dans le dos» planté par le cdH.

Et vogue la galère.

Au Bureau du Mouvement réformateur, réunis ce lundi soir autour d'Olivier Chastel, environ 25 responsables. «Tout le monde a voulu donner son avis, se souvient un participant, ça a pris des heures.» En gros, le descothage du cdH est une belle opportunité, mais c'est aussi une bombe qui peut vous exploser à la figure si c'est mal géré. «Prudence», tel est le mot d'ordre libéral. D'autant que, toute la journée, les libéraux ont dû expliquer – enfin, tenter d'expliquer – aux partis flamands du gouvernement fédéral les implications possibles pour l'exécutif. «Il n'y en aura aucune», a simplement expliqué Charles Michel à Bart De Wever, devant quelques collaborateurs.

Mardi, Benoît Lutgen prend conscience que le job d'informateur n'est peut-être pas aussi facile qu'il en a l'air. Il se prend râteau sur râteau de la part d'Ecolo et de DéFI, ulcérés de voir le centriste balancer un pseudo-agenda de négociation dans la presse. Lutgen sort donc les rames et s'excuse platement. Ça passe (de justesse) chez Ecolo, qui accepte de le rencontrer jeudi à Namur, à condition de ne parler que de gouvernance. C'est la ligne «dure» qui prévaut chez Ecolo. «Certains aimeraient éventuellement parler d'environnement et d'écologie, ce ne serait pas idiot pour un parti Ecolo, mais on nous a dit de ne parler que de gouvernance, pince amèrement un député vert. Pour le moment, on se tait, on n'a droit qu'à prononcer le mot gouvernance.»

Chez DéFI, Olivier Maingain a vu une brèche et s'y engouffre, fourrant les trois partis traditionnels dans le même sac de la mauvaise gouvernance.

Il exige qu'ils dégagent les personnalités liées aux affaires. «On ne va quand même pas aller siéger avec des De Decker ou des Milquet, franchement, on n'aurait pas une once de crédibilité si on veut réformer et faire de la bonne gouvernance de manière radi-

cale», explique Olivier Maingain, mardi, devant son bureau de parti. «On était tous d'accord avec ça», confirme un parlementaire. Un autre nuance: «Olivier ne devrait pas, sans arrêt, jeter des noms en pâtures.»

«Impossible d'exclure Milquet»

Car au cdH, la charge contre Milquet passe mal, très mal. «Coup bas», estime-t-on chez les centristes, où on rappelle qu'elle n'a plus de charge exécutive. «Impossible d'exclure Milquet, ce n'est pas faisable», souffle Lutgen à un parlementaire. Chez les libéraux également, le côté donneur de leçons de Maingain commence à fatiguer. «Il est d'un cynisme innommable, enrage un libéral avec quelques heures de vol au compteur. On connaît cela par cœur: tout est calculé; il fait monter la pression et les enchères.»

Mais au MR, on a décidé de la jouer calme et studieuse. «On se met à jour sur la Wallonie et Bruxelles, histoire de savoir de quoi on parle exactement», rapporte un (futur) négociateur. La rencontre entre Chastel et Lutgen a lieu le jeudi matin à Bruxelles. «Deux heures de préliminaires», dit l'un. «On doit apprendre à se connaître», insiste l'autre. Les libéraux sont partagés – en vérité – entre leur envie de réaliser un vieux rêve: bouter les socialistes hors de tout

gouvernement. Et la crainte de devoir se plier aux exigences XXL d'Ecolo ou de DéFI pour y arriver. *«Ce truc du décumul intégral, ça nous emmerde, soupire un influent député bleu. On l'a dit à Chastel jeudi soir.»*

«On voit tout le monde»

Jeudi, toujours. Lutgen rencontre les Ecolo Khattabi/Dupriez. Les verts

mettent en avant leur catalogue de gouvernance. L'ambiance est bonne, voire constructive. Lutgen s'étonne, devant les Ecolos, que ceux-ci aillent voir les socialistes la semaine prochaine. *«On voit tout le monde»*, lui explique Zakia Khattabi. *«Ah bon?»*, lui répond un Lutgen interloqué. L'affaire est donc loin d'être bouclée. Ainsi va la vie.

Raoul Hedebouw boit un Coca

(light) en terrasse, près du Parlement, pour se rafraîchir. Et il fait chaud. Jean-Marc Nollet boit un verre de cidre.

Et à Namur, Paul Magnette assiste, dépité, à l'exode des cabinet-tards qui rentrent vers leurs administrations respectives. *«Je deviendrais bien journaliste, souffle-t-il. J'ai toujours rêvé de faire de la radio.»*